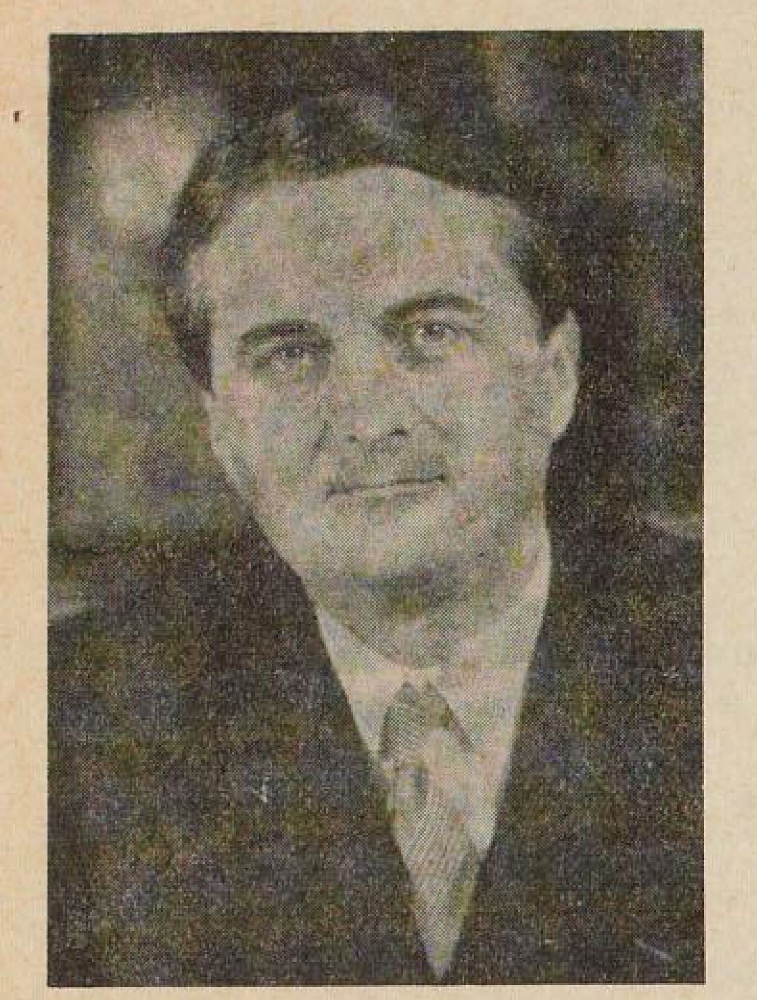




## *CITOYENNES, CITOYENS, MES CHERS AMIS,*

Une nouvelle fois, je viens solliciter votre confiance. Je n'ai pas à me présenter : vous me connaissez depuis longtemps et j'ai sans cesse travaillé pour vous tous. Mais j'ai tenu, en faisant 180 réunions publiques et contradictoires, à préciser ma position politique et mon programme.

Je suis resté fidèle aux idées socialistes de ma jeunesse. Les défendant avec libéralisme, j'essaie de les traduire dans les faits avec la conviction qu'a renforcée en moi l'expérience de trente années de vie politique et de vie administrative.

En ce mois de mars 1967, on vous invite à voter pour un candidat dit de la Cinquième République. La Vᵉ République n'appartient ni à un homme, ni à un parti ; elle appartient au peuple tout entier qui, en 1958, avait massivement approuvé sa Constitution. Je reste personnellement partisan de **CETTE CONSTITUTION QUE J'AI SIGNÉE** comme ministre et dont les dispositions assurent la stabilité gouvernementale sous le contrôle du Parlement et l'arbitrage du Président de la République placé au-dessus des partis.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de se prononcer sur les qualités et les défauts de la Quatrième République dont les gouvernements tombaient trop souvent sous les coups des oppositions conjuguées quand le R.P.F., ancêtre de l'actuelle U.N.R., jouait allègrement le rôle de démolisseur.

**IL S'AGIT DE JUGER CE QUI A ÉTÉ FAIT DEPUIS 1958** et de vérifier si cette gestion a répondu à l'attente des Françaises et des Français.

Les hommes au POUVOIR depuis 1958 l'ont eu SANS PARTAGE et les 300 députés U.N.R. et Indépendants Giscardiens ont constitué cette majorité qui, à la faveur de la procédure du vote bloqué, a empêché l'opposition réduite à 180 députés de faire aboutir ses propositions de loi.

Au cours de huit années, la radio-télévision a été transformée en un instrument de propagande quotidienne. Par elle, les hommes qui ont ainsi détenu une entière responsabilité tentent de se justifier. Qu'ils aient réalisé certaines choses, ce peut être, et il serait vraiment lamentable qu'ils n'aient rien fait. Mais **ILS AVOUENT EUX-MÊMES LEURS ÉCHECS DANS LE DOMAINE AGRICOLE, DANS CELUI DU LOGEMENT, DANS CELUI DE L'EMPLOI.**

Dans le domaine agricole, ils sont hantés par la productivité et M. Michel Debré, non content d'avoir déclaré, quand il était Premier Ministre, que le 1/3 des exploitations familiales devait disparaître, préconisait, en décembre dernier « des entreprises industrielles de la terre gérées en sociétés ». M. Edgar Faure, à l'Assemblée, a rappelé que le PLAN prévoyait une « proportion indispensable d'exode » de 1,7 % par an.

Les petits cultivateurs doivent comprendre que l'actuel régime condamne leurs exploitations à la disparition et leurs enfants à la prolétarisation. M. Edgar Faure avoue que le revenu des cultivateurs ne représente que 60 % du revenu national moyen ! On est donc loin de la parité promise des prix agricoles et des prix industriels après l'abrogation du Décret de 1957 d'indexation des prix agricoles promulgué par le gouvernement de M. Félix Gaillard dont je faisais partie. Le gouvernement ne s'est pas engagé à défendre les coopératives de stockage de blé dans le marché commun céréalier qui jouera à partir du 1ᵉʳ juillet 1967.

La politique du logement, reconnaît M. Pompidou « est une question à suivre de plus près ». Ne le savent que trop les Maires et Présidents d'Office qui sont aux prises avec les demandes justifiées de la population ! Dans la Somme, depuis 1959, ce n'est qu'une moyenne de 942 logements sociaux qui ont été construits annuellement pour une population d'un demi-million d'habitants ! Cela correspond à un financement insuffisant de 612 H.L.M. (location) et 330 en accession à la propriété. Il faudrait régulièrement le double !

Dans nos 800 villages ruraux, ne sont financés par an que 80 dossiers d'amélioration de l'habitat rural.

M. Pompidou a également affirmé que la concentration industrielle doit provoquer un chômage persistant que le Gouvernement tentera de résorber. Beau régime social en vérité que celui des technocrates qui consacre le caractère permanent du chômage dans l'application d'un plan économique et social, alors que **le Plan devrait être d'abord au service de l'homme,** lui assurer son gagne pain, son logement et les conditions morales d'une vie heureuse ! Dans le pays on enregistre 300.000 demandes d'emploi, le chômage partiel se généralise et les jeunes trouvent difficilement du travail. Dans la Somme, toutes les industries liées au bâtiment sont touchées ; d'autres aussi, particulièrement le textile.

Ces aveux confirment **la fragilité de notre économie** : le bâtiment est en crise, les investissements privés n'ont augmenté que de 2 % en 1966, le plan de stabilisation de 1963 pèse encore sur elle comme un carcan. Les exportations ne couvrent que 90 % des importations. Les investissements publics, économiques et sociaux ont vu leur financement réduit de 40 %.

La France, dernière en Europe pour la production industrielle, est la première pour la hausse des prix. Le nouveau franc a perdu plus d'un tiers de son pouvoir d'achat.

Contrairement à l'affirmation gouvernementale de l'équilibre budgétaire, la Cour des Comptes a établi la réalité d'un déficit quasi permanent depuis 1959.

Pourtant, **la MASSE DES IMPOTS EST PASSÉE DE 4.695 MILLIARDS d'ANCIENS FRANCS en 1958 à 11.558 EN 1967** avec un rythme d'accroissement de 1.000 milliards pour chacune de ces dernières années. Le total des contribuables assujettis à l'impôt direct est passé de 4.431.000 en 58 à 8.500.000 en 67.

**La situation sociale** s'est dégradée par le chômage, le pouvoir d'achat des travailleurs est diminué alors que le Ve Plan promettait une amélioration de 4 % par an. L'Etat qui ne garantit que 130.000 francs par an aux personnes âgées, au lieu des 132.000 prévus au 1er janvier 62 par la commission Laroque, a confisqué les revenus du fonds de solidarité vieillesse (vignette). Le régime de Sécurité Sociale promis aux artisans est une duperie. Les Anciens Combattants voient leurs droits méconnus alors que des milliards de pension impayés en raison de la mortalité, retombent dans les caisses de l'Etat.

Le principe de la Propriété commerciale est contesté.

La réalité est donc bien différente des tableaux de la propagande.

## Par une Économie de Progrès la France doit devenir une Nation moderne.

**Il est indispensable de répartir équitablement les résultats de la production, de reconnaître leurs droits aux salariés, aux agriculteurs, aux intellectuels et de respecter les priorités de l'enseignement, du logement, de la santé.**

**Le plan économique et social doit être discuté de la base locale au niveau national et décidé par le Parlement.**

**L'Agriculture doit être intégrée dans l'économie pour assurer la parité des revenus et soutenue par le développement de la coopération. Le droit au travail exige le relèvement des salaires, la suppression des zones et le plein emploi.**

**Le droit au logement implique la construction de 600.000 logements par an dont 350.000 sociaux.**

**Le droit à la solidarité nationale requiert l'accroissement des crédits pour l'adaptation, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour toutes les catégories professionnelles, l'unification des allocations familiales.**

**La dignité de la FEMME suppose le respect du principe : « A travail égal, salaire égal » et le développement des équipements sociaux.**

**POUR DONNER A LA JEUNESSE l'égalité des chances dans la vie, il est indispensable de moderniser et de démocratiser l'enseignement, de développer la recherche scientifique et de promouvoir une politique culturelle, d'assurer le développement des constructions scolaires, la gratuité totale de l'enseignement laïque, le large accès à l'enseignement supérieur, l'extension de l'éducation physique et des institutions culturelles.**

**Il faut aussi assurer l'égalité de tous devant le service militaire ramené à 12 mois.**

**Dans le domaine diplomatique**, j'estime que la France doit avoir une présence active dans les organisations et conférences internationales, que l'élargissement de la Communauté Européenne, par l'adhésion de la Grande-Bretagne et de ses partenaires au Marché Commun, doit être encouragé pour faire de l'Europe, sur le plan économique, social et politique, une force réelle. La voie de la paix n'est pas dans la fabrication ruineuse de la bombe H. - 600 milliards prévus en 1967 - à l'usage de laquelle on ne croit pas puisqu'aucun abri n'est prévu pour la population. Ce n'est qu'une arme diplomatique et de prestige.

**La paix** doit reposer partout sur l'arbitrage international et la sécurité collective. La détente Est-Ouest est souhaitable, mais, pour y parvenir, je n'accepte pas l'attitude hautaine prise à l'égard de nos alliés d'hier.

**Parlementaire ayant beaucoup travaillé pour tous, je pense que ces points essentiels doivent recueillir l'adhésion des républicains de tous horizons convaincus que, sans politique sociale, il ne peut y avoir de concorde nationale.**

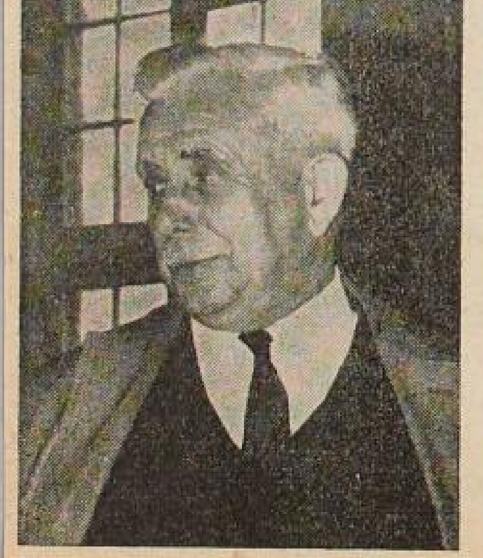
Cette concorde implique d'ailleurs le vote d'une loi d'amnistie politique.

**Sur le plan local** : je connais bien les besoins de la Picardie que j'ai définis dans mon intervention à la Tribune de l'Assemblée sur le Ve Plan, le 4 novembre 65, que j'ai défendus dans les réunions économiques régionales et lors de chacune des visites ministérielles.

**Président du Conseil Général** depuis 22 ans, collaborant avec les Maires, j'ai veillé à l'efficacité d'une politique d'aide aux communes pour l'amélioration des routes et des ports, la défense côtière, l'extension du téléphone automatique, l'aménagement des zones industrielles, l'implantation des Collèges d'Enseignement général et l'accession à la propriété des ménages modestes. Mais je regrette que le Département soit obligé, sur un budget de 10 milliards 556, de prendre à sa charge 1 milliard 322 de ces dépenses.

**Maire de la Ville d'Abbeville** depuis 20 ans, je sais gré à mes collègues du Conseil municipal et aux personnalités locales de leur active collaboration et aux Abbevilloises et Abbevillois de leur amicale confiance. Notre ville industrialisée offre à sa population scolaire tous les ordres d'enseignement du Second Degré, aux jeunes un équipement sportif enviable qui sera complété bientôt par une maison de jeunes et un centre social.

Je suis déterminé à la faire plus belle, plus heureuse et plus vivante encore !





**Fidèle à moi-même, je fais appel à vous pour la République sociale et pour la France.**

# MAX LEJEUNE

Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre - 2 Citations,
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Médaille d'Argent de la Reconnaissance Française,

**CANDIDAT SOCIALISTE,** investi par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

**Devant choisir un remplaçant éventuel, j'ai désigné mon plus proche ami et collaborateur Robert VIARRE, premier Adjoint au Maire, Vice-Président de la Commission hospitalière, Conseiller Général du Canton Nord, qui a toujours mené une action efficace dans le domaine social et qui est largement connu dans toute la région.**

IMP. LAFOSSE - ABBEVILLE